

5 000

églises
en souffrance,
dont 500 en péril,
selon l'Observatoire
du patrimoine religieux
(OPR)

45 000

édifices
catholiques
en France, sans compter
des dizaines de milliers
de petites chapelles,
oratoires et autres
calvaires

Délabrement, vols, sinistres: la grande misère des églises

L'incendie de la cathédrale de Nantes jette une lumière crue sur le manque de moyens et de dispositifs de sécurité pour protéger et restaurer les édifices religieux.

STÉPHANE KOVACS [KovacsSt](#)

UN DÉPART de feu devant la cathédrale Saint-Pierre de Rennes. Un sinistre qui anéantit la toiture et la sacristie de l'église Saint-Paul de Corbeil-Essonnes, près de Paris. Un incendie criminel à l'abbaye de Ligugé, dans la Vienne. Triste chronique d'un mois ordinaire en France, au lendemain d'un week-end qui a vu disparaître,

dans les flammes ayant endommagé la cathédrale de Nantes, trois trésors de notre patrimoine: le grand orgue construit en 1619, des vitraux offerts par Anne de Bretagne et un chef-d'œuvre du peintre Hippolyte Fländrin. Toutes les leçons ont-elles été tirées, plus d'un an après le drame de Notre-Dame de Paris? En 2019, l'Observatoire du patrimoine religieux (OPR) a recensé 16 incendies: deux cathédrales, 13 églises et une abbaye. Du-

rant les sept premiers mois de 2020, 9 édifices catholiques ont déjà brûlé.

Des installations électriques vétustes, des infiltrations d'eau, une charpente qui s'affaisse, un filet qui protège des chutes de pierres, une fissure dans un mur... Cela fait des années que l'OPR alerte sur la grande misère des églises de France. Que la baisse, depuis 2015, des fonds attribués par l'État aux collectivités, dans le cadre de la dotation globale de fonctionnement,

n'a fait que renforcer. « Les quelque 15 000 édifices culturels inscrits ou classés à l'inventaire des monuments historiques sont soutenus par l'État, décrit Édouard de Lamaze, président de cette association non-confessionnelle. Mais le vrai problème, ce sont les 35 000 églises, propriétés des communes, qui ne sont ni protégées ni subventionnées. Nos communes disposent de trésors qu'elles n'ont, pour la plupart d'entre elles, ni les moyens ni l'expertise de valoriser. Certains élus préféreraient voter la destruction de l'église du village pour construire un parking plutôt que de prendre en charge sa rénovation... Nous avons comptabilisé 5 000 édifices en souffrance, dont 500 en péril. »

Un réfugié rwandais, sans formation spécifique, en charge de la fermeture de la cathédrale, un jeu de clés qui passait de mains en mains entre les sept bénévoles, une absence d'alarme incendie efficace - puisque c'est un passant qui a donné l'alerte -, une armoire électrique placée juste en dessous d'un tableau de maître... Les Français ont découvert avec stupeur que, à Nantes aussi, le manque de moyens et de prudence était criant. « Cette cathédrale avait déjà brûlé en 1972, et malgré tout on n'emploie pas de gardiens spécialisés comme dans le moindre musée? s'émeut Valérie Boyer, députée LR de Marseille. Je voudrais connaître précisément l'état patrimonial des édifices religieux en France. J'ai demandé en 2015, puis

« Nous avons besoin d'un accompagnement renforcé et urgent de la part de l'État »

EDOUARD DE LAMAZE, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU PATRIMOINE RELIGIEUX

en 2019, une commission d'enquête pour faire un état des lieux, et nous ne l'avons toujours pas. Ce patrimoine est-il correctement protégé et entretenu? Je ne comprends pas cette épidémie d'incendies et de profanations de toutes sortes. »

Selon les experts du patrimoine, les installations électriques défectueuses sont à l'origine d'environ 30 % des sinistres. « L'État, qui est son propre assureur, préfère faire des économies et ne payer qu'en cas de dégâts: il ne prend pas les précautions les plus élémentaires que tout assureur réclame! », fustige Édouard de Lamaze. « L'urgence va être de faire en sorte que toutes les installations électriques soient vérifiées et que les cathédrales soient toutes dotées de systèmes de détection d'incendie et de fumée », a reconnu mardi le ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, à l'Assemblée nationale.

À Paris, c'est une « rénovation de carte postale » que dénonce l'OPR: « On refait la façade de Saint-Augustin parce que ça se voit, mais on laisse tout l'arrière s'écrouler! fait remarquer Maxime Cumune, secrétaire général de l'association. Dans bien des églises de la capitale, l'électrique date d'avant la Deuxième Guerre mondiale. » Adjointe à la maire de Paris chargée du patrimoine et des cultes, Karen Taïeb balie « ces raccourcis ». Propriétaire des 85 églises parisiennes, la Ville met en avant les « 142 millions d'euros d'investissements engagés, dont 80 millions déboursés pendant la dernière mandature ». Et « Arne Hidalgo s'est engagée à aller encore plus loin, promet l'adjointe. On a prévu de dépenser 150 millions d'euros pour les églises pour 2020-2026 ».

Reste que « les Français n'acceptent pas plus de voir flamber les œuvres d'art des cathédrales que de voir disparaître le patrimoine emblématique de leur village », souligne Édouard de Lamaze. La solution? L'OPR invite l'État à repenser le financement du patrimoine local, en mobilisant notamment la taxe de séjour et en faisant payer l'entrée des cathédrales aux touristes. « Nous avons besoin d'un accompagnement renforcé et urgent de la part de l'État, tant du point de vue financier que sur le volet technique, plaide son président. La crise actuelle repose la question du lien social et de l'emploi dans nos territoires. Un plan d'investissement massif serait un excellent signal aux élus locaux, mais également une initiative salutaire pour préparer le monde de l'après-crise. » ■



Des ouvriers sécurisent, en 2019, l'église Saint-Thomas, à Crépy-en-Valois, qui s'est en partie effondrée.

Les actes antichrétiens en légère augmentation

C'EST un vol atypique qui a eu lieu ce 15 juillet dans l'église Saint-Léonard de Honfleur, en Normandie. Le père Pascal Marie n'en a pas cru ses yeux: quatre reliquaires ont été démontés, et les ossements de saints qu'ils contenaient, dérobés. « Je me suis d'abord dit que je n'allais pas porter plainte pour vol d'os », raconte-t-il. Mais après une nuit de réflexion, entre la tristesse et le ras-le-bol, je suis allé au commissariat. »

Dans cette France aux 45 000 clochers, près de trois « faits antichrétiens » par jour ont été recensés en 2019 par la Dilcrh (Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT). « Nos chiffres montrent que la situation est loin de s'apaiser, affirme le père Thierry Magnin, porte-parole de la Conférence des évêques de France (CEF). Les actes volontaires anticatholiques sont en augmentation. Certes légère, mais il ne faudrait pas que l'on banalise tout cela. »

Depuis ce curieux cambriolage, le curé de Honfleur est « en sainte colère »: « Il y en a marre que nos églises soient pillées!, s'écrie-t-il. C'est vraiment agaçant que des gens sans scrupule atteignent le cœur de notre foi. » Chaque semaine apporte en effet son lot de calvaires dégradés, de statues taguées ou de croix arrachées. « Les méfaits sont de deux ordres, décrit le porte-parole de la

CEF. Beaucoup de tags et de dégradations gratuites, une espèce d'incivisme contre un bâtiment qui pourrait en être un autre. Et d'autres actes qui ciblent notre religion, comme la profanation d'un tabernacle. »

Vierge décapitée

Ces derniers jours, un Christ a été retrouvé brisé en plusieurs morceaux au pied de son calvaire à Arz, dans le Morbihan. Une statue de la Vierge, décapitée à coups de pierres, à Montaud, dans l'Hérault. « Est-ce la bêtise humaine ou des gens qui en veulent à la communauté chrétienne? », s'interroge Joël Raymond, le maire de Montaud. Un acte aussi grave, je ne pouvais pas laisser ça comme ça. J'ai porté plainte pour attirer l'attention de la société: trop c'est trop! Car il y a un mois, une statue de la Vierge a été décapitée à Sumène, à une trentaine de kilomètres. Et la croix du pic Saint-Loup a également été vandalisée en mai. Il n'y a plus de respect pour rien! »

Autrefois plutôt discrète sur ces actes de vandalisme, l'Église recommande désormais aux diocèses et aux paroisses de porter systématiquement plainte. « La surveillance des églises, je sais bien que cela coûte cher, assure le père Magnin. Mais nous demandons au gouvernement de regarder les choses en face. » ■ S.K.

Quelque 1 400 dégradations entre 2018 et 2019

CHRISTOPHE CORNEVIN [@ccornevin](#)

UNE CENTAINE de vols par an et dix fois plus d'actes de vandalisme! Dans l'indifférence quasi générale, les églises et chapelles catholiques de France sont la cible d'intrusions quotidiennes, parfois à caractère profanatoire. Selon nos informations, le Service central de renseignement criminel (SCRC) de la gendarmerie a recensé plus de 1 400 dégradations entre 2018 et 2019, avec une « tendance baissière » observée l'année dernière. Les équipées sacrilèges avaient atteint un pic de 1 045 faits pour la seule année 2017.

Bien loin de répondre toujours à des commandes ciblées de collectionneurs, les vols sont commis pour les deux tiers sans effraction, en journée, pendant les heures d'accès au public. « Ils portent en majorité sur des effets personnels (portefeuilles, téléphones...) dérobés dans les sacs ou manteaux des fidèles ou visiteurs, sur l'argent des dons (quêtes, tronc) et sur les objets religieux (ciboires, calices et patènes remis dans les tabernacles - portecierges, statuettes...), précise un officier. Les mobiliers et autres équipements (chaises, sonorisation, matériels multimédias...) suscitent également les convoitises ».

Si le montant des butins à la revente est généralement dérisoire, certaines pièces nourrissent un trafic structuré. Ainsi, en février dernier, deux trentenaires comparaissaient au tribunal de Boulogne-sur-Mer pour le vol de 200 objets religieux commis dans les Hauts-de-France. Interpellés en possession de statues, calices et autres reliques estimés à 200 000 euros, ils ont écopé d'une simple peine de six et huit

mois de prison avec sursis. Les investigations ne permettent pas toujours de retrouver la trace des cambrioleurs ou des vandales, dont les motivations sont confuses. Si les enquêteurs de terrain y voient souvent l'œuvre d'adolescents ou de jeunes adultes désœuvrés, certains profils provoquent la stupeur. Ainsi, un ancien prêtre a été condamné en juin dernier, à Blois, à un an de prison avec sursis pour vols de biens culturels. De 2009 à 2013, au gré de ses affectations, il avait pillé les églises avant de revendre son butin à des antiquaires pour une somme de 80 000 euros. Qualifié d'« atypique », ce religieux jouait à des jeux de grattage.

L'option de la vidéoprotection

En raison de la désertification des campagnes et des fidèles, la protection des 45 000 lieux de culte catholique vire au casse-tête. Si les gendarmes multiplient les rondes de sécurisation, la solution à long terme réside dans la fermeture des bâtiments en dehors des offices ou des horaires des visites. L'option de la vidéoprotection, longtemps considérée avec circonspection par les fidèles qui souhaitent prier loin des caméras, semble se généraliser: Sans en faire mention de manière explicite, puisque sa dernière version remonté à 1983, le code de droit canonique, qui régit l'Église latine, ne bannit pas la mise en place de tels dispositifs. Il dispose en effet que « tous les administrateurs de biens ecclésiastiques » puissent « veiller à ce que les biens qui leur sont confiés ne périssent pas et ne subissent aucun dommage, de quelque manière que ce soit ». En Europe, la France est, derrière l'Italie, le deuxième pays le plus touché par le fléau du vol, dans les lieux de culte. ■



KAREN TAÏEB

ADJOINTE À LA MAIRE DE PARIS ANNE HILDAGO

On a prévu de dépenser 150 millions d'euros pour les églises pour 2020-2026